

L'inconscient bavard de Macron sur les riches

« *Les riches n'ont pas besoin de président, ils se débrouillent bien tout seuls* », a affirmé Emmanuel Macron pour en finir avec son accusation de « *président des riches* ». Mais en cherchant à se débarrasser de cette étiquette, il trahit une vision du monde encore plus inquiétante.

De l'intervention somme toute assez fade d'Emmanuel Macron émerge une phrase étrange. Pour se défendre une nouvelle fois de cette image de « *président des riches* » que l'opinion lui a attribuée au regard de ses choix budgétaires, le chef de l'État a cru devoir préciser que les « *riches n'[avaie]nt pas besoin de président, ils se débrouillent très bien tout seuls* ». Dès lors, si les riches n'ont pas besoin de président, Emmanuel Macron ne peut pas être leur président. CQFD. Sourire de Jean-Pierre Pernaut et le débat est clos.

Seulement, cette formule est intrigante dans la bouche d'un chef de l'État. Elle évoque une réalité autonome des riches, une classe sociale qui mène sa vie propre, qui n'a pas besoin de président et qui, donc, se situe implicitement hors du cadre républicain. Dès lors, la suite des propos d'Emmanuel Macron, le très classique « *je suis le président de tous les Français* », résonne étrangement. L'hôte de l'Élysée serait ainsi le président de tous les Français, mais certains Français, les riches, n'auraient pas besoin de lui, et donc, se moqueraient bien d'avoir un président, donc d'être dans la République.

Cette petite phrase en dit long sur le schéma idéologique d'Emmanuel Macron. Pour lui, les plus fortunés évoluent en parallèle des communautés nationales. Ils se « *débrouillent tout seuls* », c'est-à-dire qu'ils exercent en permanence des arbitrages entre les systèmes fiscaux, sociaux et normatifs pour optimiser leurs ressources et gagner encore davantage d'argent. Ils n'ont donc pas besoin d'un président qui s'occupe de leurs intérêts. En revanche, ils comparent en permanence et ils font jouer la concurrence entre les gouvernements. Le président « *de tous les Français* » doit donc participer à cette course, il doit être désirable pour ce monde parallèle, il doit les attirer pour qu'ils le choisissent.

En cherchant à se dédouaner d'une accusation, Emmanuel Macron l'a donc confirmée, mais dans une autre logique. Le président se doit évidemment de servir les intérêts des riches. Non pas parce qu'ils sont les « *premiers de cordée* », non pas même parce qu'il est le président de cette classe particulière, mais parce que le chef de l'État est soumis à une compétition internationale dictée par les riches où il n'est – lui et la nation qu'il incarne – qu'un produit que l'on choisit ou que l'on ne choisit pas. Il est le yaourt dans le rayon du supermarché mondial que les riches doivent choisir. Et pour cela, il fait des efforts de marketing ([qu'on se souviene de Versailles et de son somptueux dîner offert aux représentants des grandes multinationales en janvier](#)) et des efforts sur les coûts (la réforme fiscale

et celle du marché du travail ont cette fonction). Et la nation – donc les moins riches – doit suivre ou périr.

Dès lors, le « *président de tous les Français* » n'est effectivement pas le président des riches, qui n'en ont pas, il est celui qui doit convaincre « *tous les Français* » de se soumettre à l'ordre des riches. Il doit faire accepter le fait que les riches se débrouillent seuls afin que les riches choisissent le « yaourt France » plutôt qu'un autre. Que l'on se souvienne du mot-dièse de la rencontre de Versailles, #ChooseFrance : c'est évidemment un slogan publicitaire pour attraper le chaland. La France d'Emmanuel Macron n'est que le fournisseur de cette classe externe et autonome qui dicte sa loi.

Le résultat de cette logique est certes le même que celui du « *président des riches* » : il consiste à distribuer de généreux cadeaux fiscaux aux plus fortunés mais, en réalité, il va plus loin. Dans cette compétition constante, la course au moins-disant fiscal et normatif est permanente. Et le président n'a d'autre fonction que de la faire accepter à ses concitoyens. Cette petite phrase traduit une pensée de l'impuissance politique face à la seule logique de la compétition et du marché. Car si les riches n'ont pas besoin de lui, lui a besoin des riches et est prêt à tout pour les satisfaire, comme tout bon directeur marketing de sa firme.

Cette vision se traduit dans les faits par une mise en compétition croissante de tous les secteurs de la société : université, logement social, travail, etc. La diffusion de la compétition est la diffusion de l'ordre imposé au président par les « riches ». D'une certaine façon, Emmanuel Macron n'est pas le « *président des riches* » mais le président « soumis aux riches » et c'est pire. Car une politique de classe est un choix politique, alors que la politique d'Emmanuel Macron est un choix culturel, de structure et de long terme.

Cette situation peut, comme toujours, sembler « réaliste » et coller effectivement à la situation de l'économie mondiale. Mais c'est en réalité un discours performatif et dangereux. Performatif, parce que cette autonomie des riches ne vient pas de nulle part. Elle est précisément le fruit de l'acceptation de cet ordre par les gouvernements. Si les riches « *se débrouillent très bien tout seuls* », c'est parce que les États l'acceptent et jouent précisément ce jeu. Les faux-semblants de la lutte contre l'évasion fiscale, [dont le récent projet de loi est une nouvelle illustration](#) (qu'est-ce que le verrou de Bercy sinon précisément l'acceptation de cet ordre externe à l'État ?), l'acceptation de fond de l'optimisation fiscale comme une compétition légitime, le choix en Europe de la compétition plutôt que de la coopération, le recours récurrent au système privé jugé plus « efficace » pour rendre des services d'intérêt général, sont autant d'éléments qui ont organisé cette soumission décidément volontaire. L'ordre des riches est un fétiche créé par les États auquel les États se soumettent. L'État se désarme et se déshabille et,

logiquement, il se retrouve aux mains de ceux à qui il a donné armes et habits. Et ce n'est certes pas en continuant à se dévêtir qu'il aura plus chaud... C'est pourtant ce que propose le président français.

La pensée qui s'est trahie dans cette défense d'Emmanuel Macron est également dangereuse parce qu'il est inutile et vain de penser que dans cette compétition acceptée et permanente, on pourra construire le bien-être social et environnemental alors que l'urgence de ces deux dossiers est à nos portes. Les riches qui se débrouillent seuls, dont les choix ne sont pas régulés, ne peuvent être qu'ingrats. Non pas pour des raisons morales, mais parce que c'est ainsi que ce monde autonome fonctionne : il n'existe que parce qu'il place en concurrence les États. La mobilité du capital est intrinsèque au capital. Et dès lors, toute victoire n'est que temporaire. Il faudra toujours faire davantage. « *Nach dem Spiel ist vor dem Spiel* » (« *après le match, c'est avant le match* ») disait le footballeur allemand Sepp Herberger. [La même devise s'applique aux réformes néolibérales entreprises par Emmanuel Macron](#). Une réforme n'est que le prélude à une autre et, à chaque fois, la capacité des riches à dégager du profit doit augmenter. Comment, dans ces conditions, construire une politique sociale et environnementale crédible ? En plaçant des régulations fortes, en replaçant l'intérêt général et non le profit au cœur de l'économie. En refusant la soumission au monde autonome des riches. C'est là le seul vrai réalisme, celui qui permettra un développement réellement durable.

Ce n'est pas le choix de ce président, qui croit que le réalisme consiste à se soumettre à la volonté du capital. Emmanuel Macron l'a dit dans son interview : « *J'irai jusqu'au bout des réformes.* » Mais il a oublié de préciser que la fin des réformes n'existait pas : sa logique est asymptotique, elle ne s'achève jamais. Heureusement, il a l'inconscient bavard...

mediapart